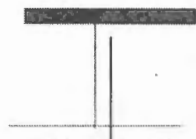


Habitat populaire dans les villes algériennes et activités informelles**SOUIAH Sid Ahmed***Maître de conférences**Université – Pontoise-France***RESUME**

L'inaction dans l'économie urbaine des exclus de la ville légale est une question importante. En effet, ceux qui sont issus des compagnes algériennes ou exclus de la ville et qui battissent des douars en périphérie des agglomérations tirent leurs revenus de la ville. Nombreux sont les ruraux ou les néo-citadins dont l'arrivée en ville n'est dictée que par la recherche d'un travail que la compagne d'origine ne peut plus leur assurer. Ils se retrouvent relégués à des emplois du secteur non structuré de l'économie, surtout depuis l'arrêt de l'industrialisation et des récentes difficultés économiques. Un certain nombre d'entre eux sont dans une situation de « simple transposition urbaine du sous-emploi rural ». Les enquêtes menées dans les douars permettent de cerner à la fois les activités d'accueil et celles que les actifs exerçaient avant la migration ou l'installation dans le douar. La démarche retenue part d'un relevé très détaillé des emplois occupés et des métiers pratiqués ainsi que les secteurs d'activité d'accueil, pour ensuite proposer une nomenclature qui permette de mieux faire ressortir les caractéristiques de l'emploi et de distinguer les deux volets complémentaires qui sont les secteurs structuré et non structuré.

J.Charmes a bien cerné le concept et les méthodes d'observation de l'emploi et du sous-emploi non structuré des pays en voie de développement. De nombreux travaux furent réalisés notamment par le Bureau International du Travail (BIT). Il est évident que l'urbanisation dans les pays en développement a, dans beaucoup de cas, pour moteur essentiel l'exode rural et par conséquent on peut ne s'attendre qu'au foisonnement d'activités de « survie » surtout lorsque les villes d'accueil ne disposent pas d'infrastructures suffisantes et capables d'absorber les nombreux demandeurs d'emplois. De ce point de vue, explorer le secteur informel par le biais des enquêtes dans les douars périurbains est révélateur des difficultés d'intégration dans l'économie urbaine formelle. Il est donc sûr que nos travaux ne peuvent donner qu'une vue partielle du secteur non structuré, car il y a un risque de mélanger le localisé et le non-localisé du secteur informel ; encore que nous avons essayé de différencier les activités sédentaires de celles itinérantes (commerces ambulants). Cette façon de mesurer l'emploi par le biais des enquêtes dans les zones résidentielles informelles permet d'apporter des informations intéressantes sur les activités « refuges » où chutent les populations aux revenus insuffisants.

Introduction

Nombreux sont les ruraux, néo-citadins ou citadins exclus, qui élisent domicile sur les marges des villes algériennes. Là, ils trouvent des solutions précaires, souvent définitives au problème du logement. Les familles concernées vivent dans l'insalubrité la plus complète (absence d'éléments de confort et d'hygiène), auto construisant des demeures dont les murs sont fréquemment en parpaing brut et le toit en tôle ondulée ou fibrociment. N'a-t-on pas qualifié ces douars qui se trouvent aux portes des villes, d'*habitat informel* du fait de l'illégalité de leur implantation et du non-respect de la réglementation sur l'urbanisme - absence de titre de propriété et défaut de permis de construire-. Les logements édifiés sont de type *haouch* où les seules ouvertures se font sur une cour intérieure. Ils s'égrènent le long de tracés courbes, dessinant ruelles sinueuses et impasses, plutôt que la droite caractéristique de l'urbanisme moderne. Aucun alignement des constructions n'est visible, on édifie celles-ci au gré des occasions, quelquefois par transactions foncières coutumières, mais recherchant plutôt la proximité du groupe social d'appartenance afin de former cette masse critique capable de lutter pour demeurer dans les lieux et apporter des solutions de fortune à la mal vie dans ces gros villages urbains en se cotisant pour électrifier, accéder à l'eau potable et assurer l'écoulement de leurs eaux usées.

Ces exclus de la ville formelle se trouvent de la même façon et dans de nombreux cas, relégués à des activités du secteur informel de la ville d'accueil. Les emplois occupés sont divers, notre propos est tenter de les identifier afin de les différencier de ceux relevant du secteur structuré de l'économie.

Le concept « informel » appliqué aux douars périurbains concerne à la fois la constructions et le travail pour une bonne partie des actifs. Il mérite donc qu'on s'y attarde un peu pour mieux le préciser.

1- Le concept de « l'informel »

Les qualificatifs sont nombreux lorsqu'il s'agit de travail en marge de l'économie structurée, officielle, déclarée et s'acquittant de la fiscalité obligatoire : travail au noir, clandestin, souterrain, occulte... La connotation péjorative du noir est, semble-t-il, synonyme de « pas clair », donc en porte-à-faux par rapport à la réglementation fiscale et du travail. Cependant, le qualificatif « noir » doit aussi être corrélé avec le travail forcé des noirs avant l'abolition de l'esclavage. Rosa Luxembourg lui préfère le terme d'*économie de l'ombre*, ce qui n'est pas très loin du noir des ombres où il est difficile de distinguer les détails, les contours étant les plus immédiats. Quant au qualificatif de souterrain, il est proche des expressions anglo-saxonnes *hidden activity* ou *underground activities*. Les Italiens utilisent le terme d'*économie immergée* et les pays de l'Est parlent plutôt d'*économie invisible*. Ici, c'est l'activité cachée, non visible qui apparaît comme centrale. Les emplois souterrains se pratiquent dans la clandestinité, redoutant le contrôle ou cherchant la complicité de forces de l'ordre, des inspecteurs du travail et des impôts par la pratique de la corruption ou subissant le « racket » des ripoux et fonctionnaires corrompus. Ce sont des activités surtout nomades dont les frontières avec la contrebande sont souvent floues et très perméables.

Les différentes dénominations montrent toute la difficulté de circonscrire ce concept du fait de la variété des activités qui le caractérisent, des formes qu'il revêt et les complicités ou tolérances qui le maintiennent. Toujours est-il que les économistes, géographes, sociologues ou démographes semblent d'accord sur le fait que ces activités sont en marge de la réglementation, utilisant une main-d'œuvre à bon marché (bas salaires et absence de protection sociale, non déclaration) et pouvant faire de gros profits sans participer à l'effort de solidarité car échappant à l'impôt.

Nous verrons que les activités informelles pratiquées par les actifs des douars périurbains sont variées (petits commerces ambulants, manœuvre dans les chantiers de BTP, serveurs de café,

employés dans la confection...). Ce sont des victimes plus que des profiteurs de l'activité informelle. Les profiteurs qui les emploient amassent tellement d'argent sur le dos des pauvres qu'ils peuvent se payer des résidences luxueuses dans la ville légale. Ce constat permet de dire que les activités informelles ne sont pas la caractéristique principale des zones d'habitat populaire. L'informalité existe et est entretenue par ceux qui habitent dans la ville légale et qui ont le soutien ou la protection de personnalités influentes et de ceux qui sont censés les contrôler. Les énormes gains sont garantis par une corruption devenue systématique qui leur permet l'emploi de travailleurs sans les déclarer et de la vente sans imposition importante des produits fabriqués ou importés et qui ont pu passer, avec la complicité de certains, les mailles du contrôle douanier. Les sociétés d'Import-Export, quelque fois sans domiciliation fixe et usant de plusieurs registres de commerce (au nom de l'épouse, des enfants ou de parents, sous le couvert d'emploi de jeunes pour profiter de l'exonération de l'imposition et des aides de l'Etat...) sont à ce titre très démonstratifs de la situation qui règne en Algérie depuis les années 1990. Bruno Lautier, Claude de Miras et Alain Morice¹ insistent à juste titre sur la relation entre l'Etat et la société dans de nombreux pays du tiers-Monde. *Un tel rapport, disent ces auteurs, qui mêle autorité et connivence, répression et tolérance, formalisme des codes et laxisme des pratiques, ne saurait être réduit à un quelconque défaut d'efficacité, ou de morale.* A partir de là l'opposition formel – informel apparaît comme douteuse, tant l'imbrication est forte et la symbiose si évidente dans de nombreux pays.

La situation dans les douars périurbains est à raccrocher à la crise que traversent de nombreux pays en voie de développement. L'activité informelle tolérée par les pouvoirs en place apparaît comme une solution à la sortie de crise tout en évitant la contestation sociale. Force est de constater que le désengagement de l'Etat, fin de l'Etat Providence diront certains, encouragé par le FMI et la Banque Mondiale, accentue la précarité et le chômage pour les familles les plus vulnérables à tel point que des aides et prêts à taux bonifiés sont consentis par la Banque Mondiale (BM) pour intégrer les poches insalubres dans la ville légale, moyennant une restructuration in-situ et peu de programme de ré-installation des familles sur d'autres sites (opérations RHP – Résorption de l'Habitat Précaire – financées par la BM) et la recherche de formules pour reconnaître les métiers jusque là considérés comme informels. C'est le point de vue des économistes libéraux qui soutiennent que l'informalité a des vertus et semblent ignorer ou passent sous silence, la précarité de ceux qui la subissent.

2- Comment se fait l'insertion socio-économique des douars périurbains algériens ?

A travers les enquêtes menées, nous voulions voir comment s'insèrent les familles des douars périurbains dans l'économie de la ville d'accueil. Précisons, néanmoins, que les ruraux fraîchement arrivés ne se sont rapprochés de la ville que dans le seul but de trouver un travail que la campagne ne peut plus leur assurer. Ceux-là se retrouvent plus facilement relégués dans le secteur non structuré de l'économie. Nous voulions, aussi, connaître les activités exercées avant l'installation dans les douars et celles pratiquées actuellement. Cette connaissance permettra de mieux cerner la mobilité professionnelle liée à la migration vers la ville. Nous avons fait un relevé minutieux des métiers et professions exercées avant et après l'installation dans les douars afin de proposer une nomenclature qui fasse ressortir les caractéristiques de l'emploi actuel et nous aider à mieux distinguer les deux volets informel – formel, fonctionnant désormais en symbiose dans les économies urbaines algériennes.

J.Charmes (1985, 1987)² a bien cerné le concept et les méthodes d'observation de l'emploi et du sous-emploi non structuré des pays en voie de développement. De nombreux travaux

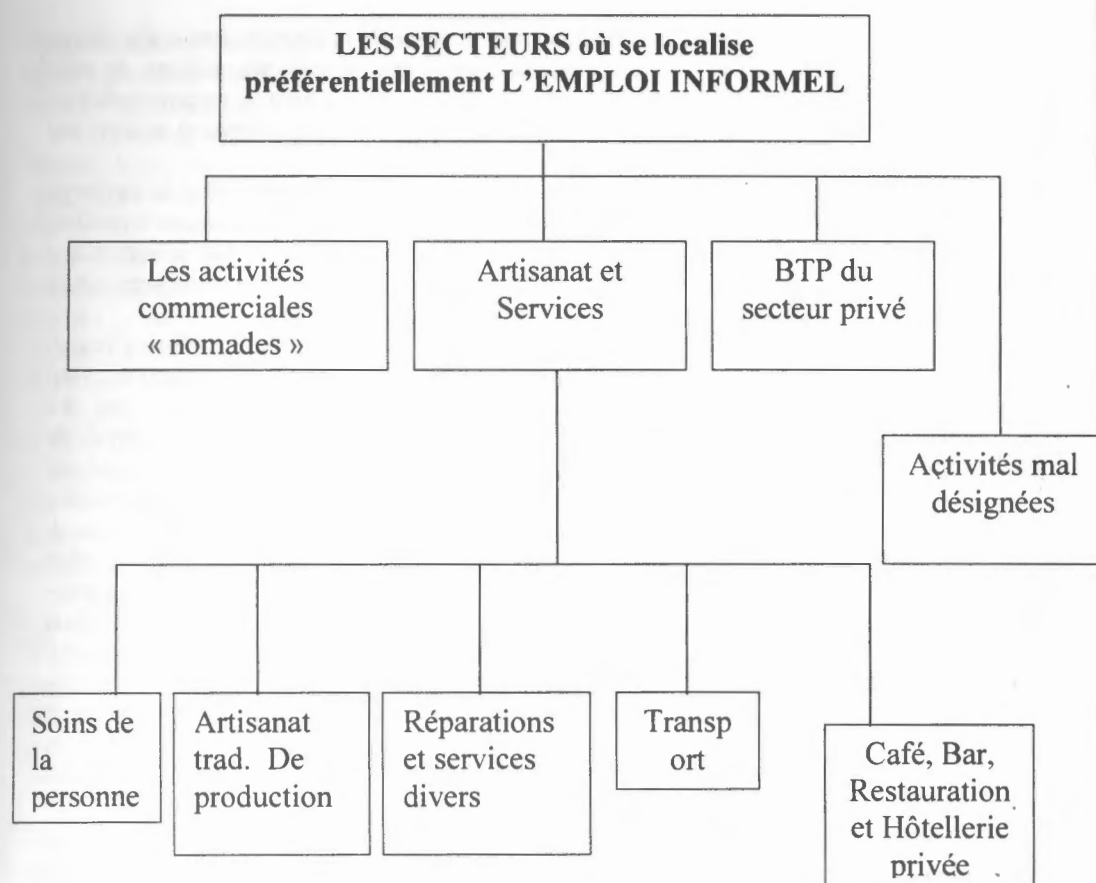
¹ Bruno Lautier, Claude de Miras et Alain Morice : l'Etat et l'informel, L'Harmattan, 1991, 211p.

² Charmes J. (1987). « Débat actuel sur le secteur informel ». Revue Tiers Monde, t XXVII, n°12, pp. 856-875.

I furent réalisés notamment par le Bureau International du Travail (BIT). Il est évident que l'urbanisation dans les pays en voie de développement a longtemps eu l'exode rural comme moteur essentiel, même si dans le cas algérien on a noté un net ralentissement de l'exode rural (1970-1990). Durant cette période, les villes ont fonctionné beaucoup plus par la redistribution de citadins. Néanmoins, il faut relever que l'insécurité naissante dans les campagnes algériennes durant la décennie 1990 a permis une reprise de l'exode rural. Nos récentes enquêtes dans les douars (Août 2000) l'ont démontré. Par conséquent on ne peut s'attendre actuellement qu'au foisonnement d'activités de "survie". Les villes d'accueil ne disposent pas d'infrastructures suffisantes et capables d'absorber les nombreux demandeurs d'emplois qui fuient les campagnes à risques.

De ce point de vue, il s'avère indispensable d'explorer le secteur informel par le biais des enquêtes dans les douars car il est un secteur de secours pour beaucoup de personnes tout en sachant pertinemment combien est délicate cette entreprise. Les méthodes couramment pratiquées prennent les établissements de moins de 10 personnes employées comme unité d'observation alors que notre démarche est différente car elle s'appuie sur des individus actifs. Il est donc sûr que nos résultats ne peuvent donner qu'une vue partielle de l'emploi informel, car le risque est grand de mélanger le localisé et le non-localisé du secteur informel ; encore que nous avons essayé, pas toujours avec réussite, de différencier les activités sédentaires de celles itinérantes (commerces ambulants, étalages des rues commerçantes)

Nos observations de 1990 à 1992 dans de nombreux douars périurbains (Oran, Mostaganem, Relizane, Saïda, Mécheria), ont permis une mise au point de l'emploi et définir les secteurs d'activité où se localise préférentiellement l'emploi informel des actifs des douars.



Les travaux de J.F Troin (1971)³ et de Naciri (1980)⁴ et nos observations personnelles permettent d'affirmer que les activités du secteur tertiaire « primitif » et les activités liées aux BTP sont fortement dominées par l'informel. Le secteur « Artisanat et Services » a été scindé en plusieurs rubriques afin de rendre compte de la diversité des situations où se localise préférentiellement l'emploi informel.

3- Le secteur tertiaire est prédominant.

Les quinze douars périurbains enquêtés sont caractérisés par une forte prépondérance des activités tertiaires. Près de 50% des 4393 chefs de ménage actifs des douars relève de ce secteur. L'Artisanat et les Services occupent 1021 d'entre eux (23,24 %), tandis que les activités commerciales nomades ne représentent que 4,83 %. Ces dernières sont constituées de marchands de rue (vendeurs de légumes sur des charrettes ou étalages sur les trottoirs aux abords des marchés, des vendeurs d'épices, de poissons, de brocante...). Les plus jeunes, ceux qui déclarent officiellement ne pas avoir de travail, arrivent à dégager des ressources en pratiquant ce que l'on nomme le « trabendo », activité qui consiste en la revente de produits (vestimentaires, chaussures, cosmétiques et parfums, alcool...) venant par des circuits informels du Maroc, de l'Espagne ou de

³ Troin J.F. (1971). « Essai méthodologique pour une étude des petites villes en milieu sous-développé. Les structures commerciales urbaines du Nord Marocain ». *Annales de Géographie*, n°441, pp. 513-533.

⁴ Naciri M. (1980). « Les formes d'habitat sous-intégrées ». Essai méthodologique. *Hérodote*, 19/2, pp. 13-70

France. Ces jeunes fréquentent assidûment Médina Jdida et la rue de la Bastille dans le cas d'Oran pour écouler leurs marchandises. On les rencontre aussi aux abords des stations de taxis interurbains, notamment celle d'Oran -Maghnia où une multitude de produits, en provenance du Maroc, sont écoulés. Certains points de vente dans la ville d'Oran sont connus et attirent une population de toute la région oranaise.

Les jeunes adolescents, éjectés d'un système éducatif peu performant et dont la surcharge implique une sélection sans merci, se transforment en marchands ambulants de produits diversifiés (habillement, cigarettes, bombons, shampoings et autres produits de beauté...). Les entretiens que nous avons menés aux abords du marché Sidi Okba à Oran, ont confirmé que ces jeunes âgés entre 12 et 16 ans sont, en majorité, originaires des zones d'habitat populaire.

Le transport privé informel a occupé 221 personnes, ce qui représente 21,64% de l'emploi relevant de l'artisanat et des services. Ce sont principalement des chauffeurs, des transporteurs qui arrivent à tirer des revenus du fait de la forte demande de transport dans les villes. C'est une activité très rentable qui ne demande pour seule qualification que la possession d'un permis de conduire. Dans de nombreux cas, ils ne sont pas propriétaires des véhicules utilisés. Ce ne sont pas des salariés déclarés par leurs employeurs, possesseurs des véhicules. C'est un système de rémunération « au pourcentage », forme voisine du métayage agricole. Comme le précise J. Charmes (1985), il s'agit d'une position intermédiaire entre le pur salariat et le statut d'indépendant. Cette activité relève du secteur informel et appartient à la famille « des sous-traitances à petites échelles qui regroupe les tacheronnage et le travail à façon ». Trois douars périurbains ont occupé une position privilégiée dans l'exercice de cette activité : Hassi (Oran), Dhar Chih (Saïda) et Belkhadem (Mécheria). A eux seuls, ils ont concentré plus de 51% des activités de transport privé des 15 douars enquêtés. Nous avons repéré différents véhicules parmi ceux fréquemment utilisés : des camionnettes (type Mazda), des fourgonnettes (J7), des camions et des taxis clandestins. Les douars à la périphérie de Saïda et de Mécheria bénéficient d'un atout important : une forte demande de déplacement du cheptel ovin. En effet, les activités d'élevage impliquent la présence de moyens de transport pour déplacer les troupeaux sur les lieux de pâturage et assurer les rotations à travers les Souks hebdomadaires. Le cas de Hassi (Oran) est différent, il semble plus directement lié à la présence d'une importante agglomération où la demande en transport est plus évidente. En outre, certaines activités, notamment la confection, que mène une importante fraction originaire des pays kabyles, explique en partie la présence de camionnettes et de fourgons pour déplacer la marchandise entre les lieux de production et les lieux de commercialisation.

Depuis le désengagement de l'Etat du secteur de transport collectif (urbain et interurbain), des taxis collectifs (de type Karsan, importés depuis la Turquie et bénéficiant d'un montage financier des Banques et le Fonds National de l'emploi de Jeunes) et des cars privés ont pris le relais. Même si les lignes sont réglementairement attribuées par les directions de transport des wilayat (par le biais d'agrément pour une ligne), le personnel (chauffeurs et receveurs) est employé sans déclaration et ne jouit pas des protections sociales voulues. Nous assistons à un foisonnement de fourgonnettes dans les villes, engorgeant les axes de circulation, ne respectant pas les horaires et s'arrêtant n'importe où, souvent sur le seul signe d'un client. Même si les ces moyens de déplacement concédés au secteur privé apportent des solutions au déplacement, il n'en demeure pas moins qu'ils donnent l'image d'une ville désorganisée. C'est une régression par rapport à la situation antérieure où l'Etat assurait le transport collectif.

Parmi les autres activités liées à « l'artisanat et services », la réparation et les services divers occupent une place importante (28%). Les petits métiers (plombiers, électriciens, mécaniciens...concernent 283 chefs de ménages. L'artisanat traditionnel de production (tailleur, maroquinier, confection...), concerne 178 chefs de ménage, ce qui représente un peu plus de 17% du total des activités artisanales et de services. Il reste une activité importante dans des douars caractéristiques comme Hassi où il regroupe plus de 70% des activités artisanales traditionnelles

de production recensées dans les quinze douars retenus. C'est la confection qui se taille la part la plus importante, sous forme de sous-traitance et de travail à façon qui est fortement dominé par quelques grossistes de la rue de la Révolution à Oran, tous originaires de la Petite Kabylie.

Le tertiaire administratif et de services publics occupent 16% des chefs de ménages dans les douars. Avec 702 chefs de ménage employés. C'est un secteur non négligeable, pourvoyeur de nombreux emplois. Plus de 38% de ce secteur fait appel à de faibles qualifications. Ce sont surtout des emplois d'accompagnement (gardiens, plantons, femmes de ménage...). Les employés dans l'Administration Publique sont nombreux : 362 chefs de ménage représentant près de 52% du tertiaire administratif. Ceci est la preuve qu'une partie, relativement importante, des chefs de ménage s'est correctement insérée dans le secteur structuré de l'économie urbaine des agglomérations de rattachement. Trois douars méritent d'être signalés : il s'agit de douars ou poches de densification non réglementés situés dans la périphérie d'Oran (Carrière, Merane et Ronka). A eux trois, ils regroupent plus de 50% des employés de l'Administration et des services publics. Même s'ils occupent des emplois de faible qualification, ils ont la garantie d'un salaire régulier et la protection sociale. La proximité de la ville d'Oran est un facteur explicatif important. D'autres douars comme Tiartia (extension récente de Pont Albin, à Oran), Chmirik (Lotissement clandestin à Relizane) et Djebli (Mostaganem) ne tirent que faiblement leurs revenus de ce secteur (moins de 5% de l'emploi total).

Les employés de l'Education (instituteurs, professeurs du secondaire) et de la Santé (techniciens supérieurs, infirmiers, aides-soignantes etc.) ne concerne que 70 personnes sur les 4393 recensés, ce qui représente près de 1,60%. Ce sont les douars de la ville Oranaise qui recrutent l'essentiel de ce secteur (60%). Ceci confirme bien que l'accès au logement est difficile pour les catégories sociales moyennes. Cette situation s'est renforcée ces dernières années, surtout avec le coût de la vie et l'augmentation du taux d'inflation. On peut avoir un emploi correct et ne pas trouver où se loger.

Les activités liées à la restauration et l'hôtellerie (serveurs dans des cafés, dans des restaurants ou gargotes...) et celles en rapport avec les soins de la personne (coiffeur, masseur dans les bains maures...) sont sous-représentées, contrairement à ce que l'on pensait. Elles n'emploient que 65 chefs de ménage pour les premières et 50 chefs de ménage pour les secondes. Force est de constater que des changements se sont introduits dans la structure de l'emploi par rapport aux bidonvilles de la période coloniale où ce type d'activité était largement répandu (Decloîtres et Reverdy, 1961)³.

4- Le secteur du bâtiment occupe une place privilégiée

Les nombreux lotissements relevant de la construction individuelle privée sont une source importante de revenus pour de nombreux chefs de ménage des douars. Ils occupent des emplois de maçons, coffreurs, ferrailleurs, manœuvres... Le travail à la tâche est largement pratiqué. Les BTP du secteur privé concernent plus de 21% des chefs de ménages (945 sur les 4393). Il reste le secteur le plus important dans la ventilation globale et caractérise presque l'ensemble des douars sauf Djebli et Benayret (Mostaganem) et Hassi (Oran) et semble largement présent dans de nombreux douars (Tiartia et Ronka dans le cas d'Oran, Belkhadem à Mécheria et Dhar Chih à Saïda). Les villes d'Oran, Saïda et Mécheria offrent beaucoup d'emplois dans ce secteur du fait de la vague de construction sur les lots individuels attribués après la mise en place des Réserves Foncières Communales (1974). Le secteur des BTP relevant de l'Etat était florissant jusqu'aux années 1980 avec la politique des grands ensembles d'habitat collectif (ZHUN) et les chantiers des équipements publics. Le privé a pris le relais de manière radicale après les années 1990 et l'emploi qu'il permet relève essentiellement de l'informel. Le tacheronnage est de règle que ce soit dans la construction légale ou dans les zones d'habitat non réglementé.

³ Decloîtres et Reverdy (1961) : l'Algérie des bidonvilles.

qu'il permet relève essentiellement de l'informel. Le tacheronnage est de règle que ce soit dans la construction légale ou dans les zones d'habitat non réglementé.

5- Les emplois dans l'industrie et l'agriculture restent très marginaux

Les familles installées dans les douars périurbains ne tirent qu'accessoirement leurs revenus de l'industrie ou de l'agriculture. Ces derniers n'emploient respectivement que 3,21% et 4,35% du total des chefs de ménages.

Pour l'agriculture, deux cas méritent d'être signalés : Chmirik et Belkhadem. Le lotissement clandestin Belkhadem est fortement dominé par les activités d'élevage ovin étant donné la composition de sa population et la proximité des espaces naturels de pâturage (zone steppique autour de Mécheria). Chmirik, proche de Relizane conserve dans la composition socioprofessionnelle le profil de fellahs. Ces derniers travaillent dans les exploitations agricoles limitrophes ou sont de petits éleveurs. Le cas de Sekhoua est assez particulier ; c'est un douar ancien datant de la colonisation, situé en position marginale par rapport à la wilaya de Saïda. Toute cette zone, qui appartient aux espaces périphériques des Chott, fut pendant longtemps un carrefour des mouvements pastoraux Nord-Sud (Chegig, Rogassa) et Est-Ouest (A.kermès, El oussekh Aïn Dheb). Plusieurs conflits ont eu lieu à propos des pâturages et des points d'eau. C'était pendant longtemps un espace de concurrence, largement tourné vers l'agro-pastoralisme. Aïn Skhoua évolue vers la suppression du pastoralisme et la sédentarisation qui touche de nombreux éleveurs. Le point de fixation se situe autour du périmètre irrigué de Dayet Zraguet. Les nomades se reconvertissent en agriculteurs avec maintien d'un petit élevage afin de se garantir des revenus complémentaires pour les besoins familiaux. C'est un cas remarquable de passage de la transhumance à la sédentarisation et de l'élevage exclusif au travail de la terre. C'est l'eau qui est le facteur essentiel de cette reconversion. Dès 1940, certains parlaient de château d'eau cyclopéen et la naissance du douar est contemporaine de la mise en valeur des *dayat* du Chott et de l'exploitation des points d'eau disponibles. Cette activité s'est poursuivie après l'indépendance et dans le cadre de la mise en place des exploitations collectives de la Révolution Agraire. Actuellement, la ferme-pilote, les EAC (Exploitation Agricole Collective) et EAI (Exploitation Agricole Individuelle) donnent de l'emploi pour de nombreux actifs du Douar Skhoua.

Les activités industrielles n'emploient que 141 chefs de ménages sur les 4393. Les revenus tirés de l'activité industrielle sont minimes et non caractéristiques des douars retenus.

6- Origine géographique et mobilité professionnelle.

La nomenclature selon les catégories socioprofessionnelles, bien que peu adaptée pour caractériser l'emploi dans les douars, a le mérite de rendre compte des mutations dans le secteur de l'emploi dans les zones d'habitat populaire. Près du quart des 3315 chefs de ménages ayant fait l'objet d'une affectation à un poste de cette nomenclature est employé dans l'Administration et le commerce. Ces chefs de ménages occupent, pour beaucoup d'entre eux, des emplois d'accompagnement à faible niveau de qualification. L'importance des indépendants non agricoles, indique la nouvelle mutation dans les profils socioprofessionnels des zones d'habitat populaire. Ils représentent près de 26% de l'emploi total. C'est une évolution considérable par rapport aux observations de M.Guetta et C. Megdiche (1990) qui ont relevé uniquement 9% d'indépendants non agricoles dans les bidonvilles algérois des années 1982. Il semblerait que cette catégorie soit le refuge de beaucoup d'actifs des douars périurbains qui tirent leurs revenus du commerce et des services vu le peu de création d'emplois dans l'administration public et le ralentissement du secteur industriel étatique. Ainsi l'activité « d'indépendant » connaît une hypertrophie démesurée devant la rareté des emplois étatiques (Administration, BTP Public, Industrie). Les ajustements structurels, imposés par le FMI et la Banque Mondiale, impliquent des compressions de personnel dans l'Administration et découragent les augmentations de salaires, pourtant nécessaires pour rattraper une

inflation qui ne cesse de croître. Dans les douars des années 1990, de nombreux actifs se rabattent sur des activités marginales (marchands ambulants, revendeurs, réparateurs, transporteurs...).

Les postes d'ouvriers et de manœuvres continuent d'occuper plus de 34% des chefs de ménage. Les ouvriers avec un peu plus de 18% ont une part comparable à celle observée en 1982 dans les douars de l'Algérois.

Depuis 1990, on assiste à une dégradation dans les profils socioprofessionnels des douars périurbains. Les villes algériennes n'offrent plus les mêmes possibilités d'emplois que celles de la décennie 1970-1980. Si les groupes intermédiaires étaient bien présents dans les années 1980, on constate une baisse sensible de cette composante. La "débrouillardise" et les activités indépendantes marginales semblent dorénavant être le recours majeur pour se garantir quelques revenus. Ainsi, on peut avancer que les douars regroupent une partie non négligeable d'un sous-prolétariat urbain se cantonnant de plus en plus dans les services et les activités commerciales informelles.

7- Citadins exclus ou ruraux s'installant dans les douars : est-il possible de caractériser les profils socioprofessionnels selon l'origine des chefs de ménages ?

Nous avons choisi quelques douars situés dans la périphérie d'Oran afin de comparer les activités des citadins natifs d'Oran à celles des ruraux fraîchement arrivés. Les douars retenus appartiennent aux extensions récentes de la ville : Pont Albin. C'est un énorme quartier populaire qui est composé par les douars Tiartia, Hassi et Ronka, chacun d'eux présentant des particularités différentes.

Le douar Tiartia, le plus récent des trois noyaux, ne renferme que très peu de chefs de ménages d'origine urbaine (5,60% du total du douar). Il est largement dominé par les originaires de Melaab, 103 chefs de ménages sur 250 du douar. Melaab est une commune rurale en crise des monts de l'Ouarsenis, peuplée de près de 8000 habitants au recensement de 1987 et située à l'extrême ouest de la wilaya de Tissemsilt, une wilaya tellienne limitée au Nord par Chlef et Aïn Defla, à l'ouest par Relizane, à l'est par Médéa et au Sud par Tiaret. Plus de deux cents kilomètres la sépare d'Oran. On ne peut expliquer cette attirance au douar que par des réseaux familiaux et communautaires étant donné l'éloignement du bassin de recrutement. Le seul motif de la migration est le travail. Les nouveaux arrivants n'ayant pas la possibilité de se loger, bénéficient de l'entraide familiale et communautaire pour se fixer sur les marges insalubres de la ville. Là, ils se regroupent par affinité d'origine. Les relizanais, appartenant à une wilaya limitrophe de Tissemsilt et au même ensemble géographique (l'Ouarsenis), viennent en seconde position avec 65 Chefs de ménages (26%).

Ces deux groupes importants ont les caractéristiques suivantes :

- Les originaires de Relizane, d'un apport plus récent (un peu plus de 78% se sont installés après 1990), sont plus jeunes et sont plutôt manœuvres ou journaliers. Ceux de Melaab, les fondateurs du douar Tiartia, sont nettement plus âgés et exercent les métiers de maçons ou sont ouvriers.

Quant à la zone de Hassi, nous relevons un fait tout à fait exceptionnel : 37 % des chefs de ménage sont natifs de Djaafra, une commune rurale de la wilaya de Bordj Bou Arreridj. Ce sont de jeunes chefs de ménage d'origine Kabyle qui viennent de Teffreg ou Djaafra (même zone), des localités distantes de plus de 700 km d'Oran. Là aussi, ce sont des réseaux communautaires qui assurent le recrutement de parents, des bras utiles pour la confection (32%). On y relève d'autres

activités comme le commerce (12%) et les BTP (11%). Pour la plupart d'entre eux, ils se sont installés récemment, entre 1980 et 1990 (76,4%).

Le flux de migrants continue de fonctionner puisque 17 % des familles se sont installées après 1990. Ce sont des chefs de ménage qui ont moins de 50 ans (76%), certains étant des émigrés de retour de France (13%) ou des fellahs paupérisés (13%). Nombreux sont ceux qui exerçaient dans la confection et qui se sont installés à Oran pour poursuivre leurs anciennes activités à proximité d'une ville importante et où ils jouissent d'une assistance et d'un soutien des patrons originaires de leur communauté.

On a remarqué que d'anciens fellahs se sont dirigés vers la confection (28,6%), ou ont déclaré n'occuper aucun travail précis (23,8%). Seuls 14,3% se destinent aux activités commerciales. Près de 60% de ceux qui étaient chômeurs dans leurs lieux d'origine se sont insérés dans la confection. Ce sont des activités tertiaires particulières qui furent à l'origine des recrutements de djaafris.

Près de 16% sont natifs d'Oran, ils exercent dans le commerce (11%), sont journaliers (8%), chômeurs (11%) ou travaillent à leur compte dans l'artisanat de réparation (31%). Ce sont des citadins issus des milieux défavorisés qui se retrouvent exclus dans des zones d'habitat non réglementé pour se garantir un toit pour leurs familles.

Le troisième noyau de Pont Albin, dénommé Ronka, présente des particularités différentes. 22% de ses chefs de ménage sont des citadins natifs d'Oran. Les Djafris sont peu nombreux (4%). Ce sont plutôt des familles issues du bassin migratoire traditionnel d'Oran : Relizane (18,6%), Tiaret (9,29%), Mostaganem (6%), Sidi Bel Abbès (6%) et Mascara (5,53%).

Il est intéressant de voir comment ont évolué ces douars depuis les années 1990-1992. C'est ce que nous proposons de faire à travers l'étude d'un cas (Haï El Louz) où nous avons enquêté en Août 2000.

8- Les mutations récentes dans les douars périurbains : le cas du douar Haï El Louz, Oran.

Haï El Louz est un quartier populaire récent de la ville d'Oran qui jouxte une importante zone d'habitat collectif. Il fait partie du chapelet de douars qui parsèment le revers sud du Murdjadjo et dont les premiers noyaux datent de la période coloniale (Planteurs, Ras El Aïn). Les processus de développement de ces quartiers marginaux sont connus. Néanmoins il faut signaler que si au lendemain de l'indépendance, les Planteurs et Ras El Aïn se sont quelque peu densifiés, on a relevé une reprise de l'urbanisation populaire et non réglementée dès les années 1975, saturant les sites de pentes et grignotant sur les espaces déclassés (sites de carrières notamment). Désormais l'extension de cet habitat des pauvres se fait dans la périphérie sud-ouest en contrebas et sur les pentes sud du Murdjadjo : Douar A et B se collent au douar Bouakeul. Douar Haï El Louz se développe à proximité d'une cité d'habitat collectif (Les Amandiers) profitant ainsi de ses réseaux techniques (assainissement, électricité...). Plus loin, après les quelques espaces reliques de l'ex-domaine agricole Khémisti, c'est l'important groupement d'habitat précaire de Cheikh Bouamama qui prend le relais. Il se compose de trois douars : Ronka, Hassi et Tiartia.

Le douar Haï El Louz a triplé en surface et en nombre de familles depuis 1992. Le site actuel est bloqué. Les extensions ne peuvent se faire que vers les fortes pentes et la principale *chabet* qui les entaille. Si le douar des années 1980 était caractérisé par une forte socialisation du fait de l'origine de ses occupants (Djafris), on constate que ce lien social a tendance à s'effriter. A l'époque ce fort lien social a permis une entraide communautaire pour la réalisation de réseaux techniques informels par cotisation des familles (réseau d'assainissement, eau potable à partir de puits, poste de transformation et réseau d'électricité). Les nouveaux apports notamment issus des campagnes à risque (Relizane, Mostaganem, Tiaret, Aïn Témouchent...) et les exclus de la ville d'Oran ont introduit de nouveaux rapports sociaux. Haï El Louz s'est scindé en deux sous

espaces : le sous espace dominé par les Kabyles de Djaffra et le sous espace des apports plus récents ayant leur propre association (association Bentazi).

Cette nouvelle configuration socio-spatiale est caractérisée par une structure socioprofessionnelle différente des années 1980. En effet, l'évolution socio-économique et politique depuis les années 1992 a profondément changé les profils socioprofessionnels. L'exemple de Haï El Louz est de ce fait très démonstratif. Ainsi, les familles qui élisent domicile sur les marges insalubres et précaires des villes algériennes tirent, en grande majorité, leurs revenus du secteur non structuré de l'économie urbaine. De nombreux chefs de famille (138 sur les 413 actifs ayant un emploi) relèvent des administrations publiques et des sociétés nationales. Ils représentent 33,41% de l'emploi total. On y trouve des emplois qualifiés, quelques cadres moyens, rarement des cadres supérieurs (1 seul). Cette nouvelle situation ne peut s'expliquer que par la forte paupérisation qui affecte les familles algériennes, l'énorme difficulté d'accéder à un logement en dehors des circuits publics et l'insécurité qui a longtemps régné en Algérie, occasionnant des déplacements massifs vers les villes les plus sécurisées.

L'emploi dans l'informel est essentiellement présent dans le secteur privé (près de 94% des emplois relevant de ce secteur sont de nature informelle). On y rencontre des artisans, des indépendants du commerce, du transport et des manœuvres et ouvriers du bâtiment. Au total l'informel touche plus de 62 % des emplois occupés par les chefs de ménages du douar.

Le peu de création d'emplois, le fort taux de chômage (33,12%) et l'importance des retraités (17,05% des chefs de ménages) accentuent la précarité des familles des douars périurbains.

Cette situation n'est certainement pas caractéristique des douars, même si elle est plus renforcée qu'ailleurs, les villes algériennes connaissent une nette dégradation de leur économie depuis les réorientations économiques, la privatisation généralisée que soutiennent FMI et Banque Mondiale et l'insécurité dans les campagnes environnantes. Ceci a entraîné un foisonnement des activités tertiaires, largement dominées par l'informalité.

La croissance de l'inflation et le désengagement de l'Etat qui, auparavant créait emplois et logements, accentuent la détérioration des conditions de vie de nombreux algériens. Certains actifs, même s'ils disposent de revenus réguliers dans le secteur structuré de l'économie, sont contraints d'exercer une double voire une triple activités pour vivre décemment. Certains garages d'habitations individuels sont transformés en fond de commerce à but locatif pour assurer des ressources complémentaires ou pour fournir un poste de travail à un enfant éjecté du système éducatif ou diplômé de l'université et n'ayant pas trouvé de travail. Mais toutes familles algériennes n'ont pas cette opportunité, le travail dans l'informel reste la seule possibilité pour vivre et survivre.